

## Que devenons-nous sans la lumière qui nous permet de voir?



par Unssalo Ama Beden

Pouvons-nous affirmer que les germes de l'espoir et du changement se développent dans le gerbé de nos dirigeants? La réponse dépend de notre relation avec la politique, la démocratie, notre droit de parole, la critique, les débats et les catastrophes qui nous ébranlent, de notre capacité à ouvrir l'œil de notre esprit pour analyser les transformations qui marquent notre société.

### Observons les médias

Ce que je vois m'incite à croire que les Québécois sont sur le point de remplacer les Amérindiens en tant que tribus à éliminer du **Trésor de la langue**, une chair bien préparée à l'esclavagisme, prête pour le grand ragoût mondialiste, en ayant accepté de plonger dans les années 40-50, direction l'époque de la grande noirceur de Maurice Duplessis. Ce politicien québécois avait la fâcheuse tendance à museler les gens et les médias, à multiplier les campagnes de propagandes et les censures au nom d'un développement économique qui relevait de liens suspects. Regardez. La gestion des biens publics affecte sérieusement notre portefeuille, sans oublier les mauvaises surprises que nous réservent cette exploitation ésotérique du Nord vendu par notre très «cher» (75,000 \$ de plus en salaire occulte) premier ministre Jean Charest qui s'assimile à cette vilaine tendance à reléguer les droits collectifs pour accommoder des entreprises.

Ne crions pas au loup. Ouvrons plutôt nos yeux pour observer le carnassier. Il couche non seulement dans la bergerie, mais le fédéralisme qu'une minorité de la population québécoise soutient malgré tout lui donne tous les droits. J'explique. Le pouvoir politique canadien repose sur un REFUS DU PEUPLE inscrit dans la Constitution monarchiste de 1867 (seul le Parlement est souverain), de même que sur l'absence d'une définition claire de la DÉMOCRATIE. Pour conséquence, en 2010, ce qui se présente comme une pensée totalitaire canadienne s'érige sur un refus des médias, journalistes et citoyens dont les propos et écrits entachent la réputation et la crédibilité des élus.

Les exemples se multiplient. Avant que Marc Bellemare, ancien ministre de la Justice, soit victime d'une mise en demeure 700,000 \$ de la part de Jean Charest, en avril 2010, pour l'avoir associé à un menteur en mars à propos du financement du Parti libéral du Québec (PLQ), un article d'Antoine Robitaille paru dans *Le Devoir* du 16 septembre 2009 nous informait des réactions du ministre démissionnaire du Travail et député du PLQ David Whissell. Pris dans un scandale d'éthique en possédant 20 % des actions d'ABC Rive-Nord, exécuter de contrats pour le gouvernement du PLQ, il a clairement exprimé au *Devoir* des menaces de poursuites **si le journal rédigeait des textes qui pouvaient nuire à sa réputation.**

De souvenirs, c'était la première fois qu'un ministre menaçait un quotidien de poursuites, pour avoir publié des informations contraignantes sur sa gestion. Pourtant, David Whissell pourrait certainement devenir un être meilleur s'il regardait la poutre dans son œil plutôt que la paille dans celui des personnes qui le critiquent. *Le Devoir* ne menace pas la démocratie, notre droit de parole, celui de débattre ou d'étriller. Le quotidien publie même les textes de lecteurs victimes de bâillons. Nous avons pour exemple un texte de Bernard Chartier publié le 14 décembre 2009. Cet *agronome retraité du ministère de l'Agriculture et membre honoraire de l'Ordre des agronomes* s'est retrouvé devant un comité de discipline de son syndic, *condamné à 1 000 \$ de frais* pour avoir osé écrire un texte de 300 mots dans un hebdomadaire rural *concernant certaines pratiques en agriculture biologique*.

Dans le même journal, Jeanne Corriveau nous questionne sur la tendance qu'ont certains médias à jouer dans le spectre de la grande noirceur de Duplessis pour vanter les mérites de dirigeants politiques. Ainsi, un cahier publicitaire inséré dans *La Presse* du 17 septembre 2009 aurait louangé les réalisations de la Ville de Longueuil ou «Longu-œil» si vous préférez, et du vice-président Jacques Goyette, aspirant à la mairie, au point que le journal s'est fait accuser de «*propagande [...] à deux jours du déclenchement de la campagne électorale*» par Caroline St-Hilaire, ancienne du Bloc Québécois et candidate élue à la mairie lors de la campagne électorale du premier novembre 2009.

Notons que l'article de Jeanne Corriveau précise que c'est *La Presse* qui a offert à Longueuil la conception du cahier publicitaire et que la «majeure partie de l'encart a été payé par les annonceurs dénichés par le journal». Enfin, le cahier publie ces chiffres contestables et très suggestifs provenant d'une étude du journal *Mclean's* imprimé en juillet de la même année. Le montant moyen des comptes de taxes de Longueuil serait de «**666 \$**», un nombre se référant à la Bête de l'Apocalypse des chrétiens, dont les références sont nombreuses sur le site des éditeurs PH7.

Abstenons-nous de glisser vers l'ésotérisme et la religion et calculons avec des chiffres arabes. Le montant moyen n'est pas de 666 \$, mais de «1840 \$», une petite différence de 1174 \$ (13) qui nous rappelle la bonne gestion des grands politiciens qui nous dirigent, dont celle du maire démissionnaire se soldant par un déficit de 38 M\$.



Une fois cet imbroglio journalistique corrigé, posons-nous cette question: où sont les débats médiatiques? Pour y répondre, revenons en l'an 2001. Quelques mois avant la tragédie du 11-Septembre, je regarde religieusement *La Tour de Babel* sur les ondes de la Société Radio Canada (SRC). Cette émission animée par Jean Barde et René-Daniel Dubois, le récipiendaire du prix Michel-Tremblay 2009 que nous retrouvons chaque semaine à l'émission Bazzo.tv (Télé-Québec), m'élevait en traitant d'actualité et de culture avec des invités, dont plusieurs se révélaient des inconnus du grand public.

Malheureusement, après qu'elle fut qualifiée de «soporifique» par une journaliste de *La Presse*, en avril 2001 la SRC la retirait de son horaire.

J'ai réagi par une lettre envoyée à la SRC. Dans une réponse datée du 14 mai 2001, Christine Racette, adjointe aux communications à la SRC, m'affirmait que le retrait de l'émission «*résulte d'un réaménagement stratégique de l'engagement culturel de la Télévision française*».

En lisant sa lettre, les souvenirs d'un rêve de la nuit précédente ont traversé mon esprit. Dans ma **vision onirique**, j'avais observé l'arrière d'un édifice ressemblant à une vieille école primaire recouverte de briques rouges. Sur son mur, un graffiti bleu écrit le nom d'un type reconnu pour ses démêlés avec la monarchie française. Il s'agissait de Voltaire, le célèbre auteur, philosophe et poète français du XVIII<sup>e</sup> siècle. Par la suite, je vis un homme d'un certain âge sortir du bâtiment et se déplacer vers une poubelle pour y jeter deux têtes humaines. Il repartait ensuite vers l'intérieur de l'édifice. J'ai envoyé alors une deuxième lettre à la SRC dans laquelle je racontais mon rêve en m'assurant de mentionner que pour moi **les têtes étaient celles de Dubois et Barde**.

Aujourd'hui, je constate que Radio Canada a pris la bonne décision. Je ne parle pas de ce *réaménagement stratégique de l'engagement culturel* qui se confond avec une anglicisation de sa programmation culturelle et de sa tendance à programmer des films québécois à 2 h 5 (*Que Dieu bénisse l'Amérique* de Robert Morin, le 6 mars 2010) comme pour se débarrasser d'une lourde besogne. Je veux simplement dire que si *La Tour de Babel* était restée en onde, à la rentrée de l'automne 2001 des artistes et des personnes ordinaires auraient utilisé cet agora pour émettre des opinions sur les drames du 11-Septembre.

N'allons pas à contre-courant. L'information qu'on nous sert doit passer par les propos de quelques personnages emblématiques, appartenant à la presse populaire et à des coteries. Une poignée de gens traitant d'une variété de sujets sans débattre en profondeur des questions soulevées. Pour les accompagner, nous devons nous transformer en des citoyens d'une Amérique somnolente. Et lorsque nous bougeons, nous devons le faire comme des hypnotisés ou les victimes d'une contagion dont les symptômes seraient une docilité extrême nous métamorphosant en des enfants soumis à une autorité nourricière malsaine frayant avec le divertissement médiatique et la propagande gouvernementale.

### **Manifestons pour un ailleurs meilleur**

Comme toujours, au Québec nous réussissons à réconcilier l'apathie à ce besoin, très latin, de manifester. Pas pour contester la médiocrité qui se multiplie autour de nous ou la menace du fédéralisme canadien sur l'épanouissement des francophones! Pour régler les problèmes de la planète, de l'Afghanistan ou du Liban, pour ne citer que ces exemples.

Protester pour un ailleurs meilleur, c'est moins difficile que pour un chez-soi respectueux de nos valeurs. Marcher pour les 5 000 morts à Gaza (j'y étais), c'est préférable que pour un nombre inconnu de victimes des attentes interminables dans les urgences et pour recevoir des traitements. Marcher pour oublier que nous jouons au jeu de la courte paille en refusant de nous responsabiliser par rapport à l'élection de gouvernements qui jouent avec la vie et les chiffres. Bref, si j'ose me permettre de revenir à mon **rêve** cité plus haut, je dirais des coupeurs de têtes dont la plus grande qualité qui les fait vibrer est celle d'une gestion impeccable de la poubelle. Pas de mouche. Pas d'odeur. Donc, pas de problème...

Heureusement, en 2010 nous observons les signes distinct d'un éveil collectif, inversement proportionnel à la popularité du gouvernement Charest à la suite du dépôt du budget 2010-11. Bravo! Cela ne doit pas pour autant attiser cette impression que les rassemblements sont moins médiatisés qu'ils ne le devraient en considérant leur importance pour notre avenir. J'ai en exemple deux villes marquées pas des nombres. Pas ces chiffres qui apparaissent sur les écrans et tableaux de la bourse pour éclairer l'esprit d'investisseurs s'injectant du Botox dans le cerveau pour figer leurs idées dans le temps! Je parle de la toponymie du Québec. Vous devinez? Il s'agit de Trois-Rivières et Sept-Îles.

### **De la radioactivité propre**



Depuis quelques mois, notre bon gouvernement du Québec tente de lier ces deux villes à une nouvelle propagande, celle qui consiste à nous répéter que **l'énergie atomique serait propre**.

Il est vrai que les radiations ne tachent pas les vêtements. Par contre, il en est tout autrement avec les maux qu'elle provoque: dents qui tombent, gencives qui saignent; vomissements, diarrhée, plaies et tous les désagréments occasionnés par la leucémie et autres mutations provoquées par les radiations.

Bien sûr, le ministère du Blanchiment pourrait nous tremper dans un javellisant, le même qu'il utilise pour blanchir le cerveau, mais moi je resterais toujours craintif de me voir condamné à mort pour une histoire de propreté qui transformerait le Parti libéral du Québec (PLQ) en gouvernement au pouvoir le plus propre de tous les temps, un genre de Monsieur Net qui tremperait dans la souillure et les immondices.

Les résidents de Trois-Rivières aussi craignent la propreté au point qu'ils s'opposent à la réouverture de la centrale nucléaire Gentilly II. Ils ne sont pas déments. Depuis le début de 2010, des spécialistes se confrontent sur la question de la fiabilité des réacteurs CANDU. En gros, les discours de ceux qui occupent les rangs de la propreté du PLQ se traduisent par les mots CONFORT et SÉCURITÉ alors que ceux des autres s'expriment par le DANGER et l'INSOUCIANCE.

À environ un millier de kilomètres plus loin, nous retrouvons le mouvement **Sept-Îles** sans uranium (**SISUR**) que nous retrouvons dans les [Nouvelles de l'Interzone](#) de août 2010 de Mark Lärmer. Fondé en décembre 2008 sous l'auspice de son porte-parole Marc Fafard, ce groupe se débat contre le gouvernement et la décision du 5 mars 2009, de l'ex-ministre des Ressources naturelles Claude Béchard, d'attribuer à l'entreprise Terra Venturas un permis d'exploitations d'uranium se trouvant près du lac Kashiwiss, source d'eau potable qui alimente Sept-Îles.

Est-ce nécessaire de préciser que la quête d'uranium n'a pas fait pas trop de bruit dans les grands quotidiens? Le silence semblait même résister à la manifestation du vendredi 30 octobre 2009, laissant croire que nous préférons traiter de la bonne gestion de Longueuil, de la candeur de Gérald Tremblay et des actions de Ti-Motons (merci Gaétan), célèbre chaîne de beignes qui confectionne les Tite-Bites, pendant que le bon gouvernement québécois feint la surdité et la cécité, des qualités essentielles à la bonne gestion des biens publics, comme il nous l'a démontré avec la Caisse de dépôt et à l'adoption de budgets attaquant les pauvres et la classe moyenne, afin d'éviter de trop écorcher les amis plus aisés du PLQ.

Enfin, en novembre 2008, 34 médecins du Centre de Santé et des Services sociaux de Sept-Îles s'opposent au projet d'exploitation d'uranium. Les médias commencent à bouger. En décembre, 20 médecins menacent de démissionner. Ça sent la soupe chaude. Le gouvernement du Québec apparaît enfin pour donner sa prestation dans le spectacle de marionnette *Plus blanc que blanc*, alors que la minière Terra Venturas capitule.

Ne croyez pas que les opposants à l'exploitation de l'uranium ont gagné. C'est le gouvernement du Québec qui a failli dans sa tentative de passer un sapin à la population de Sept-Îles. Ne rêvons pas d'un monde meilleur. Les attributions de permis d'exploitations d'uranium ne sont que des tractations parmi d'autres qui servent les intérêts d'entrepreneurs, au nom d'un développement (très coûteux et chaotique) du Nord qui se fait au détriment des citoyens et de l'environnement, dont ce manque de respect inacceptable de la société [Uracan](#). Pour accommoder les barbares, nous retrouvons un silence ésotérique qui fait ressembler le gouvernement à une secte de demeurés, comme en témoigne cette [lettre](#). Et lorsque le silence prend sa place, il ne faut pas se délasser en embrassant la vie, mais rester sous nos gardes. Notre bien aimé premier ministre Charest côtoie la bonne mouvance mondialiste, les bons réseaux, les bonnes firmes de blanchiments et de mise en scène. J'ose même affirmer que les flèches qu'il a lancées à son ami Harper lors du Sommet de Copenhague servaient avant tout à blanchir son image.

En réalité, le Québec et le Canada n'ont jamais eu autant de points communs depuis que Jean Charest occupe le trône du Parlement du Québec. À cette fin, le discours du Trône du 3 mars 2010 prononcé à la suite de six semaines de prorogation parlementaire par Stephen Harper, semble servir la propreté du PLQ selon cette extraits tiré d'un texte de François Desjardins écrit dans *Le Devoir* du 4 mars: *Le gouvernement veillera à ce qu'aucun règlement inutile ne nuise à la croissance économique de l'industrie canadienne d'extraction minière d'uranium en soumettant indûment l'investissement étranger à des restrictions.*

Quelques jours après ces mots de tolérance, Barrak Obama devient à son tour un adorateur de Monsieur Net en annonçant des investissements importants dans l'énergie nucléaire. C'est tout de même bizarre ce soudain engouement pour les matières radioactives. Rien pour contredire cette rumeur que je répète à chaque occasion: le Nord du Québec devrait être le lieu de prédilection de sites d'enfouissement de déchets radioactifs. De la propreté dans les déchets. Il fallait y penser. Merci Jean. Tu es le meilleur. Je te souhaite même un jour de devenir le plus brillant, le premier PM vert fluorescent que nous pourrions utiliser pour éclairer le tunnel qui lie notre époque à celle de Maurice Duplessis.

### **Des yeux de femmes nous guident**

Je dois profiter de l'occasion pour remercier les grandes Dames qui utilisent leurs chiffons pour polir des idées et projets grandioses. Ces noms me sont soufflés: Josée Verner,

Condoleeza Rice, Helena Guergis, Monique-Jérôme Forget, Hélène Desmarais... Un instant S.V.P.. Je ne pense pas aux poufiasses du néolibéralisme et servantes d'un mondialisme sectaire aidant des hommes à atteindre le sommet du ridicule par le sacrifice du peuple sur l'Autel du mensonge, de la corruption et des mythes. Je fais référence à la Dre Isabelle Gingras, une porte-parole des médecins démissionnaires auprès du SISUR et à Louise-Caroline Bergeron, celle dont la plume a écrit, à moins de me tromper, le premier article traitant du projet d'extraction d'uranium dans la région de Sept-Îles dans [Le Couac](#) de mai 2008.



Je remercie aussi toutes ces Dames qui ont botté mes fesses, celles ayant les nerfs assez solides pour écouter un montage sonore de l'Irانيenne [Sussan Deyhim](#). Je songe surtout à Hélène Pednault (1952-2008) dont les mots ont allaité mon esprit, à Josée Legault du journal *Voir* et Lise Payette du *Devoir*, deux dames qui m'élèvent chaque semaine de leurs commentaires sur l'actualité politique souvent à travers leurs intuitions très féminines.



Je ne peux oublier Naomi Wolf, une Fabienne Larouche américaine ayant troqué le film *Le Piège américain* par des attaques contre l'oncle Sam. Le magazine *Nexus* de juillet-août 2009 s'est inspiré de son livre *The End of America* (2007) pour publier un texte traitant de l'instauration probable d'une dictature aux États-Unis.

Selon Mlle Wolf, l'oncle Sam imposerait ces dix étapes pour cadenasser les droits de la population:

1. Invoquer une menace externe et interne.
2. Créer des prisons secrètes.
3. Développer une force paramilitaire.



4. Surveiller des citoyens ordinaires.
5. Infiltrer des groupes de citoyens.
6. Détenir et relâcher arbitrairement des citoyens.
7. Cibler les individus-clés.
8. Restreindre les médias.
9. Qualifier la critique d'«espionnage» et la dissidence de «trahison».
10. Renverser l'autorité de la loi.

Wolf est-elle paranoïaque?



### Observer l'émergence d'une dictature

Depuis le 11-Septembre, les étapes se franchissent aux États-Unis. Au nom de la menace terroriste (la première étape), le département Homeland Security - une industrie de «115 milliards de dollars» abordée dans *Le Livre amer* - se pointe pour implanter une haute technologie de surveillance des citoyens (quatrième étape).

Parallèlement, des prisons accueillent des personnes dont les droits sont retirés au nom d'un secret d'État et de la sécurité nationale (deuxième étape). Cela permet d'incarcérer des individus sans qu'ils soient informés de leurs méfaits (sixième étape). Et encore, une armée privée se crée avec le soutien des finances publiques, sans être tributaire d'aucun tribunal civil ou militaire (troisième étape). C'est le cas de Blackwater, entreprise de mercenaires fondée en 1997 par le fondamentaliste Erik Prince, un jeune milliardaire accusé de trafic d'armes et oeuvrant main dans la main avec Homeland Security.

Ce besoin d'intervenir pour la sécurité (sic) s'accompagne assurément de la nécessité d'en savoir plus sur le citoyen et de le harceler lorsqu'il ne répond pas aux critères du camarade idéal (cinquième et septième étapes). À cette fin, des courriels se lisent. Des conversations téléphoniques s'écoutent. Des lettres s'ouvrent et des transactions bancaires s'épient. Des groupes dont les idéaux et objectifs ne cadrent pas avec Big Brother sont infiltrés et des gens sont soumis régulièrement à des fouilles aux douanes, comme c'est le cas de Naomi Wolf, ou doivent simplement se plier à une interdiction d'utiliser le transport aérien. D'autres paient très cher pour avoir contesté le scénario des attentats du 11-Septembre propagé par l'État, au point d'affirmer que la liberté journalistique est fortement restreinte lorsque vient le temps de débattre de sujets chauds (huitième étape). Et bien sûr, les mots «traîtres» et «espions» s'emploient dans tous les médias pour démolir les rebelles et libres penseurs; endoctriner l'esprit des citoyens comme le faisait le régime nazi (neuvième étape). Enfin, le *Defense Autorisation*

*Bill* de 2007 donne au président étasunien le pouvoir de décréter la Loi martiale et «réquisitionner les membres de la Garde nationale de divers États sans demander leur accord aux gouverneurs lorsque ne règne pas l'ordre public», ce qui selon Naomi Wolf, permettrait d'imposer Blackwater comme protecteur de l'ordre (dixième étape).

Tout cela pour une chasse aux terroristes!

## Regardons de plus près la première dictature nord-américaine

Je ne sais quelle réaction aurait Mlle Wolf en observant de plus près le Canada? Contrairement à ce que nous pouvons croire, le «plusse meilleur pays du monde» de l'ex-premier ministre Jean Chrétien n'est pas un terre de liberté. En nous fiant aux propos des auteurs Alain Desneault et Robin Philpot tenus lors de *'Effetversant* (CIBL FM) du 12 avril 2010, non pouvons affirmer que non seulement les mises en demeure sont nombreuses au Canada, mais plusieurs éditeurs étasuniens craignent les conséquences d'une distribution sur le territoire canadien.

Pouvons-nous aller jusqu'à associer le gouvernement de Stephen Harper au Big Brother de George Orwell, comme le fait Yvon D. Ranger dans *Le Couac* d'avril 2010? Des groupes de Palestiniens sont effectivement victimes d'une politique pro-sioniste qui s'incère dans une propagande étatique. Par contre, à une époque plus reculé, des Italiens, Juifs et Japonais furent aussi victimes de l'État. Mais encore, nous oublions la plus grande victime, celle qui était canadienne avant le Canada.

Parlons-en. En 2010, les droits des Canadiens français connaissent un recul important qui s'opère comme toujours sur le dos d'un novlangue qui s'enrange dans la neuvième étape (qualifier la critique d'«espionnage» et la dissidence de «trahison»). Pendant que les séparatistes deviennent des «paresseux», des «imbéciles», des «ignorants» et des «nazis», des Canadiens anglais se réapproprient du mot «Québécois», pour lui donner un caractère anglophone. C'est le bonheur! Ils peuvent maintenant se présenter comme des «Québécois», sans avoir à partager la langue et la culture de ces derniers.

En arriverons-nous un jour à franchir la dixième étape en instaurant la Loi martiale?

Nous pouvons soit rire ou méditer. Pour ceux qui n'étaient pas au Québec en 1970, je dois rappeler qu'en octobre, le ministre québécois Pierre Laporte et le diplomate britannique Richard Cross ont été enlevés par des membres du Front de libération du Québec (FLQ). **La Loi des mesures de guerre du premier ministre canadien P.-E. Trudeau a suivi avec le soutien du premier ministre québécois Robert Bourassa.** Les conditions étaient idéales pour franchir les étapes six, sept et huit de Naomi Wolf. Des Québécois sont arrêtés, incarcérés, coupés du monde et ne peuvent connaître les accusations portées contre eux. Certains sont même acculés à un faux peloton d'exécution.

Bien que beaucoup n'osent affirmer que le Québec ait vécu sous une dictature durant quelques semaines, Mlle Wolf aurait certainement le courage de le confirmer. Aurait-elle aussi le cran de déclarer que ces **événements auraient été préparés bien avant la crise** ou abdiquerait-elle à l'idée d'une mauvaise improvisation? Une chose est certaine. En fermant nos yeux sur le passé, nous refusons du même coup de l'affronter. Des «séparatistes» ont commis des actes criminels pour répondre au mépris des pouvoirs en place. Mais encore, si des drames similaires se sont déroulés dans d'autres pays, dont l'assassinat de J.-F. Kennedy transformé en complot communiste, c'est au Québec que de bons fédéralistes occupant le pouvoir politique accompagné d'un conseiller militaire et



d'ombres grises provenant de la CIA se sont payé la première dictature en Amérique du Nord.

## **Observons la pensée totalitaire canadienne**

Seulement autour de la Crise d'octobre de 1970, nous découvrons assez de mystères pour donner de la matière à réflexion aux propos de Benoît Perron, un animateur de radio, conférencier et journaliste indépendant aux propos décapants qui voit une présence de la CIA derrière le FLQ.

Pour éviter d'emprunté la route des complots, devrions-nous museler l'information, éviter que les déclarations tenues par les Perron et Wolf de notre planète puissent traverser vers les oreilles du public?

Regardons plutôt notre monde comme il se présente. Pour débiter, revenons à Homeland Security. Le Québec et le Canada empruntent le même sentier tortueux que l'oncle Sam. Le permis Plus — un permis de conduire doté d'une puce — lancé en juin 2009 par le premier ministre Jean Charest, afin que son usager puisse traverser plus rapidement les douanes américaines, répond aux exigences de Homeland. Les scanners corporels qui s'implantent dans les aéroports à la suite des attentats ratés de décembre 2009 (aux circonstances plutôt étranges) répondent aux mêmes ambitions. Sans oublier le passeport bio métrique canadien annoncé par Harper lors du discours du Trône du 3 mars 2010. Nous avons aussi la Carte OPUS utilisée par les usagers du transport en commun et les caméras de Verint qui les surveillent, grâce au soutien financier du gouvernement canadien et au travail de l'ex-ministre Micheal Fortier. Le concepteur de la carte OPUS est Affiliated Computer Service (ACS), une multinationale texane qui œuvre au sein du Pentagone, de la banque de crédit suisse, de Lockheed Martin et dans les soins de santé du gouvernement de Malte en plus d'être au service du Homeland Security. Pour Verint Systeme Canada», selon Benoît Perron cette entreprise, ayant pied à Laval (Québec) depuis 1979, se spécialiserait dans «l'électronique d'espionnage» et la «capture vocale et faciale», avec la collaboration des «services secrets américains et israéliens», en plus de frayer avec les militaires, «Bell Canada, Nortel, ATT, Bell South, IBM et Qwest», une filiale de la CIA qui carbure à la technologie tout comme In-Q-Tel. Enfin, beaucoup de ses employés seraient des «militaires et d'anciens agents du Mossad».

Devant ces informations, comprenons qu'il y a plusieurs façons de traduire les bruits de notre monde. Nous pouvons prendre le temps de nous entretenir avec un spécialiste pour lui parler de sa magnifique maison, de sa troisième et charmante femme et son récent accident de vélo, lorsqu'il roulait... sans casque protecteur. Nous pouvons aussi converser de son métier, ses découvertes, impressions et frustrations. Dans un cas comme dans l'autre, il y aura toujours des gens intéressés par l'entrevue. Par contre, une s'avère moins efficace que l'autre pour nous informer de dossiers que nous pourrions qualifier d'importants pour protéger notre démocratie et nos droits.

Dans ce monde aux débats presque inexistantes, se remémorer d'événements tragiques nous permet plus souvent de réécrire l'histoire que de l'analyser. Pour conséquences, nous sommes invités à nous imaginer que la conquête de la Nouvelle-France par les Britanniques aurait ressemblé à une poignée de main entre James Wolfe et Louis-Joseph Montcalm pour oublier les 10 000 victimes, parmi 70 000 âmes. Refusons de nous poser cette question: le passé dévoile-t-il plus souvent des incidents ou des avertissements? Si nous préférons, nous pouvons reformuler notre interrogation autrement: la crise d'octobre fut-elle un malheureux accident ou un théâtre qui pourrait se répéter à une plus grande échelle?

Nous pouvons relativiser en nous observant. Si nous restons assis, ignorants et silencieux, une dictature molle peut s'imposer sans problèmes. Dans le cas contraire, nous provoquons des réactions qui peuvent se traduire par des gestes dont l'analyse nous montrera l'ombre d'un totalitarisme émergent.

Le Bloc Québécois est-il un de ces groupes dont les gestes, même décriés et critiqués, réveilleraient des réactions inquiétantes de la part du pouvoir en place? La réponse à cette question se retrouve dans l'actualité politique. Aux élections d'octobre 2008, le gouvernement de Stephen Harper aurait pu obtenir sa majorité parlementaire si ce parti n'avait pas existé. Pour remédier à la situation, Andrew Stark, un ancien conseiller de Brian Mulroney, propose au début du mois d'août 2009, dans le *Globe and Mail*, de remettre en question le financement du Bloc Québécois de 1,95 \$ par vote pour nous «*débarrasser des gouvernements minoritaires à répétition que l'élection d'une importante cohorte bloquiste semble rendre inévitable*».

Ces propos, extraits d'un article du *Devoir* du 11 août 2009 signé de la plume de Hélène Buzzetti, nous laissent l'impression que le nationalisme québécois dérange de plus en plus le Canada anglais au point d'étaler des ambitions que nous pouvons taxer de dédain de la démocratie se maillant à cette pensée totalitaire décriée dans *Le Livre amer*; la base d'un totalitarisme qui reprend la route de l'isolation et du mépris de l'Autre du national-socialisme hitlérien.

### **Regardons les Juifs pour mieux comprendre les Québécois**

Cette idée de couper une source de financement du Bloc est reprise par Steven Fletcher, le ministre responsable de la Réforme démocratique (sic) qui semble vouloir jouer le rôle d'un nouveau Himmler, gros format, par ces propos dont je me permets l'ajout des mots juifs et Allemand entre parenthèses, pour mieux préciser ma pensée:

*«Virtuellement, chaque Canadien (Allemand) est obligé de faire une contribution non volontaire sur la base des résultats des partis politiques. Je sais qu'il y a beaucoup de gens dans d'autres régions du pays qui ne sont pas du tout contents que la vaste majorité du financement d'un parti, le Bloc québécois (juif), provienne de cette subvention.»*

Le passé du nazisme nous parle. Rappelons qu'à une certaine époque, les Juifs se considèrent comme des Allemands. Avec la montée du nazisme, l'autorité décide qu'ils ne sont plus des Allemands, mais des ennemis de la nation que le pouvoir militaire et policier doit contrôler. Avec la fin de ce régime, beaucoup de juifs allemands préfèrent ne plus être associés à l'Allemagne. La même réaction se confirme au Canada. À une époque lointaine, les Québécois n'existent pas. Ils se décrivent comme des Canadiens français. Dans les années 50, après 200 ans de vie sous un régime britannique oppressant et souvent méprisant, beaucoup de ces Canadiens français aiment mieux se présenter comme des Québécois, afin de se couper définitivement de son oppresseur.

N'allons pas plus loin dans notre comparaison pour ces deux raisons:

1. Contrairement aux Juifs, les Québécois n'ont pas de pays. Pour plusieurs, le Canada représente une illusion cachant un mépris contagieux se vivant chaque jour. Notons à cette fin la difficulté de trouver des services en français dans le reste du Canada ou simplement se sentir intégrés au pays par l'obligation de jouer des chansons francophones dans toutes les stations de radios privées canadiennes.

2. Contrairement aux Juifs, les Québécois ne forment pas un noyau assez solide pour s'imposer dans le Canada ou le quitter. Devant ce problème de taille, nous devons ajouter que le troisième mandat au PLQ devrait rendre impossibles toutes formes de revendications en noyant les francophones dans une mer de conflits et de mépris.

Pour conséquence, en 2010 le Québec doit choisir entre abdiquer à la pression du Canada (l'assimilation) ou se prendre en main au risque de devenir un ennemi à abattre, un individu à isoler qui serait marqué par l'étoile jaune du Canada. Devant ce constat, les propos de Stack et Fletcher projettent un vieux cauchemar canadien. Le Bloc Québécois doit revoir sa raison d'être. Si nous laissons parler l'apathie généralisée, elle nous dirait certainement que le Bloc doit disparaître de la scène politique, ce qui augmente les chances que Stephen Harper forme un gouvernement majoritaire. Si nous prenions le modèle juif, nous déciderions **d'étendre le Bloc Québécois dans le reste du Canada**, 308 comptés, si ma mémoire est bonne, même si ce geste le condamne à de piètres résultats hors Québec. Pourquoi? Pour vendre l'idée d'une nouvelle Constitution et d'un Canada décentralisé formé de cinq pays indépendants, comme le proposait René Lévesque en 1980, selon Pierre Brousseau de Val-Racine: Atlantique, Québec, Ontario, Prairies, Pacifique.

Non seulement nous sommes loin de suivre cette voie, mais notre immobilisme profite à des Canadiens qui marchent sur le même sentier que les fondamentalistes étatsuniens en étalant une menace aussi inquiétante que le terrorisme: vouloir se présenter comme un allié des Juifs, sans en avoir les qualités.

Actuellement, plus de 40 millions fondamentalistes étatsuniens se prennent pour des Juifs. Nous les nommons les chrétiens sionistes, des gens qui tirent profit de dossiers litigieux qui regardent seulement Israël et qui se permettent tous les excès possibles, au risque de faire couler le sang. Près d'eux, nous retrouvons Erik Prince (Blackwater) et d'autres individus qui propagent la haine de la différence au désespoir de Juifs qui craignent les effets de ce mouvement. Nous n'irons pas plus en profondeur dans ce dossier si ce n'est pour répéter ces mots qui concluent le septième chapitre du *Livre amer* en incluant la religion dans les étapes sept et neuf de Wolf:

*L'alliance entre le sionisme et le fondamentalisme endosse un peu trop facilement un comportement totalitaire qui se donne la mission de cibler des communautés étrangères à la bonne race et nation, comme l'on fait les nazis avec les Juifs, au point que nous pourrions craindre un débordement qui transformerait le sionisme en un autre bourreau de Juifs, ceux qui s'opposent au Grand Israël et à la reconstruction du Temple.*

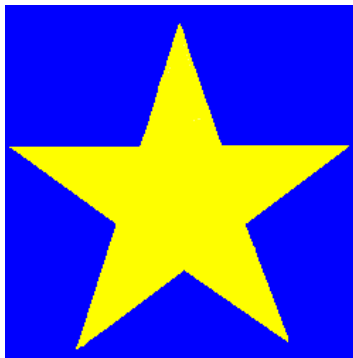
## **Regardons le pentacle de Moncton-Montréal**

Il faudrait aussi que le Québec arrête de se croire le seul bastion francophone. Pour le constater, dirigeons-nous vers le Nouveau-Brunswick en écoutant [Benoît Leblanc](#).

Moncton regorge de nombreux utilisateurs de la langue de Molière. Depuis le 6 août 2009, un pentacle s'étend même devant leurs yeux pour saluer leur présence. Il s'agit de l'hebdomadaire gratuit L'Étoile, qui se présente comme «la voix des francophones du Nouveau-Brunswick».

L'Étoile pourrait aussi faciliter un endoctrinement des Acadiens aux valeurs néolibérales et mondialistes de la classe aristocratique canadienne-anglaise. Le journal est publié, selon Serge Rousselle de la faculté de droit de l'Université de Moncton, par «Brunswick News, propriété de J.K. Irving», une entreprise qui exerce un «monopole de toute la

presse écrite anglophone au Nouveau-Brunswick et est propriétaire de tous les hebdomadaires francophones, sauf un», [L'Acadie Nouvelle](#), le seul quotidien acadien indépendant de langue française. Toujours selon Monsieur Rousselle, la concentration de la presse entraîne «une homogénéité du contenu», une «perte de diversité (culturelle) des points de vue, des analyses et des critiques, un trop grand contrôle sur la circulation de l'information; visées politiques grâce à un puissant outil pour influencer les débats, reflet des seules préoccupations du monde des affaires».



Au Québec, nous pouvons aussi observer de nombreux pentacles sur le site des FrancoFolies. Encore une fois, ce petit symbole accompagne une impression d'un recul du français au point que nous devons nous préparer à accepter que cette langue ne soit plus celle de la culture montréalaise.

Seulement un symbole, vous dites! La marque de la bêtise j'ajoute. En 2009, l'équipe Spectra annonce que le seul événement entièrement consacré à la langue du Québec se déroulera dorénavant en juin. En plus de provoquer des chicanes entre Québec et Montréal, cette décision n'a guère plu au président du comité de la Fête nationale. Monsieur Beaulieu voit dans le déplacement des festivités une banalisation de la Fête nationale. Un maudit séparatiste!!! André Dudemaine, directeur de Terres en vues, un festival des Premières Nations (Autochtones) affirmait de son côté, dans le journal 24 heures du 13 août 2009, que le maire Gérald Tremblay a contrevenu à une promesse et que son «administration a des réflexes mafieux. Les tractations des coulisses et les intérêts privés ont eu une préséance sur le public».



Et lorsque le torchon brûle, Québec agit comme un bon tortionnaire en menaçant l'évènement de compressions budgétaires, s'il déménage. Bref, c'est non seulement comme si tout ce qui touchait la langue française était géré par le gouvernement du Nouveau-Brunswick et que les Québécois devaient former une minorité chez eux, mais Jean Charest et la ministre de la Culture Christine St-Pierre participent joyeusement à un ethnocide des Québécois.

La blondasse semble s'intégrer rapidement au paysage et pour cause: elle a passé une partie de sa vie à Moncton. J'ajoute qu'en formant la troupe de Charest et du PLQ, elle joint les rangs des soldats séniles oeuvrant lamentablement pour l'idéologie raciale du Canada anglais orangiste en tant qu'héritière d'un mépris congénitale du Québec qu'elle se plaît à étendre sur la scène internationale, avec le soutien des écus des contribuables que son gouvernement méprise. Sur ce dernier point, Jacques Beaumier soutient dans une lettre publiée dans Le Devoir du 5 et 6 juin 2010 (page C4) qu'une brochure produite par le gouvernement du Québec dans le cadre du festival de la Biennale de Venise, présentée du 26 mai au 12 juin 2010, renie la langue du Québec et son identité culturelle, en utilisant exclusivement l'italien et l'anglais. Pas de français, la langue officielle du Québec. Bravo à Mme St-Pierre! Elle est une grande dame digne des plus jolies poufiasses de notre beau pays.

Revenons au FrancoFolie. L'année 2010 passera certainement à l'histoire comme le début de sa fin comme nous la connaissons; un hommage à la musique francophone que répudient autant le cabinet conservateur canadien que celui du Québec. J'ajoute de même que Spectra ressemble de son côté à un consanguin né d'une copulation entre le fédéralisme canadien et québécois dont le signe de ses origines se retrouve dans le spectacle et sa mémoire flétrie au point d'oublier un détail important. En avançant l'événement en juin, Spectra provoquera une baisse de l'affluence extérieure, ce qui placera les FrancoFolies au même rang qu'un autre festival; un risque de se faire dire que notre langue et culture n'attire plus assez de monde pour recevoir le soutien financier des copains de J. K. Irving qui se regroupent à Québec et Ottawa. Bref, encore une fois les chiffres donneront raison au gouvernement de Stephen Harper qui a coupé 1,4 M\$ en subvention. Encore une fois, nous trouverons une faune de sophistes qui nous répéteront qu'il ne faut pas politiser la culture, alors que le contraire est plus que souhaitable.

### **Observons la mutation de Montréal**



Ouvrons notre œil. Montréal ressemble de plus en plus à Moncton. Le 13 juillet 2009, une lettre de Simon Tremblay fut publiée à la page 22 du journal Métro. Elle accusait le maire de Montréal, Gérald Tremblay, de «faire de Montréal une ville de plus en plus anglophone». Et pour cause, des gens de sa famille se sont fait demander par deux policières de parler l'anglais que «c'était à eux de parler l'anglais».

Le 20 juillet suivant, Le Devoir nous informe du cas de Jacob Brindamour. Ce membre de la troupe de théâtre trifluvien Les Sages Fous tente de mettre la main sur des informations en français à propos des spectacles présentés au Théâtre Sainte-Catherine

dans le cadre du Zoofest, un événement encadré par l'organisation du festival Juste pour rire. Eric Amber, le directeur du Théâtre Sainte-Catherine lui répond ces quelques mots par courriel: «You obviously can't read in english because you are an uneducated bigot. Est-ce que vous comprenez l'expression anglophone: Go Fuck your Yourself?» (Il est évident que vous ne pouvez lire l'anglais, car vous êtes un bigot ignorant [...] Allez vous faire enculer).



Ces propos reposent assurément sur le fait que les anglophones se sentent très à l'aise au Québec. Avec le règne du premier ministre Jean Charest, celui que je nomme Monsieur Commandite, le Québec fait un bond en arrière de 40 ans qui risque d'aboutir à des actes violents. Un retour du FLQ? J'oserais dire que des francophones pourraient se retrouver les victimes d'anglophones extrémistes.

J'ai contribué au financement du Livre amer pour rappeler que le Canada anglais exprime depuis trop longtemps une pensée totalitaire qui repose sur des préjugés et une culture de violence et d'arrogance empruntant parfois les traits du nazisme. J'affirme de même que l'anglicisation du Québec nous rapproche d'une société intolérante. J'ajoute que l'apathie du gouvernement de Jean Charest et sa mollesse à protéger la langue française pour lui assurer le pouvoir sont les exemples les plus flagrants d'un État rétrograde qui carbure au passé duplessiste et aux extravagances de néoconservateurs étasuniens. Mais encore, en votant pour ce régime et, en ayant réélu Gérald Tremblay, des anglophones, certaines minorités anglophiles et des Québécois fédéralistes se placent sur le même pied d'égalité que la minorité blanche d'Afrique du Sud connue pour ses premières lois de ségrégations raciales de 1913 (apartheid). J'ajoute qu'ils s'opposent à toutes formes de gouvernements et de lois qui pourraient préserver l'identité du Québec et la diffusion de sa culture dans les médias canadiens. Et lorsqu'ils me traitent de «maudit séparatiste» ou de «bigot ignorant», je leur réponds que ce qu'ils haïssent en nous est notre liberté, nos rêves, notre droit de parole et nos héros. Nous avons plus d'admiration pour Gandhi, Mandela et Lévesque, que pour Jean Charest, Ignatieff, Harper et Lord Durham.

Enfin, je déplore que ces gens puissent exprimer des fadaises sans la moindre réaction. L'anglais n'est pas la langue du dynamisme et de la réussite. Elle se révèle celle qui nous mène vers une société endoctrinée croyant que parler l'anglais nous rendrait plus intelligents et ouverts sur le monde. La culture anglophone est non seulement fermée sur elle-même, mais elle exige de l'autre un effort pour s'ouvrir à elle. Précisons du même coup qu'une étude japonaise des années 80 a démontré que la langue apprise dès la naissance marque le développement intellectuel de l'enfant. Bref, que l'apprentissage du japonais, de l'allemand et du français serait préférable à l'anglais pour s'offrir des analyses et des introspections!

En considérant les nombreux problèmes que nous vivons, dont une partie se règle malheureusement par les interventions militaires de l'Empire anglo-américain contre mes frères et sœurs, nous devons comprendre que notre survie pourrait être étroitement associée à une prise de conscience mondiale qui reposerait sur le refus de la langue



anglaise. Je crois même cela inévitable pour éviter les obstacles d'une culture qui dévore le monde et notre chair par ses artifices qui atteignent notre esprit, des aseptisations malades qui troublent notre immunité.

Revenons aux anglophones du Québec. Non seulement plusieurs font preuve d'une fermeture pathologique, mais aussi d'un problème de personnalité qui leur permet de contredire leurs propos, selon l'endroit où ils se trouvent, les gens à qui ils parlent (n'est-ce pas un peu ce que nous retrouvons chez les politiciens canadiens?). À cette fin, notons que le chanteur de Lake of Stew, le premier groupe anglophone à participer à l'Autre St-Jean de 2009, la fête de la nation francophone québécoise, est malheureusement de cette espèce. Après s'être porté à la défense du rapprochement et d'une ouverture, selon le journal [Le Québécois](#) il aurait affirmé ceci dans le magazine Internet Bang Bang, à propos de la bilinguisation des festivités: «La Société Saint-Jean Baptiste est rétrograde et vit dans le passé», alors que «René Levesque», le premier ministre du Québec le plus démocrate, et le nationalisme québécois serait de la «merde» (bullshit).

Pouvons-nous souhaiter que les fêtes de la St-Jean soient pour ceux qui aiment le Québec et parlent sa langue? Poser cette question relèverait d'une fermeture, diront les jovialistes de la propagande. Moi, le «maudit séparatiste», tiens à souligner que ce problème se vit chez les Juifs. Comme je l'écris plus haut, des chrétiens sionistes se prennent pour eux, ce qui provoque des problèmes qui risquent de mettre le feu à la planète.

Suis-je fermé? La musique que j'écoute vient de l'Iran, du Québec, de la France, de la Suisse, de la Belgique, d'Italie, du Japon, des États-Unis, de l'Angleterre, de l'Allemagne, de Yougoslavie, d'Espagne, du Maroc, etc. Pendant ce temps, je découvre que ceux qui se disent ouverts et universels convoitent leurs nombrils en se reposant sur l'idéologie de la race et de la nation. Au Canada, ils ne parlent plus des maudits Juifs, mais des Québécois. Cela nous questionne sur ce qui pourrait arriver d'ici quelques années à ces Québécois nationalistes, si un premier ministre décidait d'agir contre eux, en constatant que cela lui procurait des votes (est-ce déjà le cas?). Dans cette condition, le chanteur de Lake of Stew serait-il avec les victimes ou les bourreaux? Regarderait-il, comme la majorité des Canadiens anglais, passer le train de francophones en se frottant les mains? Eric Amber prendrait-il la place du bourreau pour défouler sa frustration d'une planète qui n'est pas totalement prosternée devant sa langue et ses idéologies fascisantes? Nous ne pouvons que constater que le Québec emprunte les mêmes sentiers qu'il y a 50 ans, au point de parler d'une politique circulaire. En 1951, à l'époque de Duplessis, un poème de Claude Gauvreau, mis en musique en 1991 par les [French B.](#), scandalisait le Québec. En 2010, il nous rappelle que rien n'a changé. Le pouvoir est toujours dans les mains «d'incolores» qui nous font jurer.

## Observons le syllogisme économique

Nous pouvons rester de fer devant les injustices et les abus. Dans cette condition est-il nécessaire de rappeler que ce que nous n'osons faire se compare à un vide que des groupes savent remplir pour préparer l'avenir? Si nous mesurons les impacts des politiques de Charest et de Harper sur notre liberté et nos institutions, nous pouvons affirmer que si un événement comparable à la crise d'octobre de 70 se manifestait aux États-Unis, le Québec et Ottawa exploiteraient assurément la situation pour opprimer sa population. Bref, ce serait une occasion pour exécuter avec plus de visibilité et de rapidité ce qui se fait lentement et silencieusement, ici et maintenant.

Pour accompagner cette crainte, il y a le trou du syllogisme économique qui pourrait nous acculer à la privatisation d'Hydro-Québec et à la vente forcée de nos eaux potables.

Syllogisme! Alors que nous savons que la création de la richesse repose sur une croissance du pouvoir de consommer, en août 2009, nous découvrons par le biais de l'Action démocratique du Québec et de la jeunesse du Parti libéral du Québec que la diminution du pouvoir d'achat des Québécois par une augmentation du coût des services serait la solution au marasme économique. Donc si Jeannot possède 20 \$ dans ses poches, assez pour se préparer un repas avec des produits du terroir, en lui retirant 2 \$ pour lui laisser 18 \$, il aurait plus de pouvoir d'achat. Pour saluer ce syllogisme, un autre Jeannot, premier ministre du Québec, promet d'étudier les recommandations de son aile jeunesse.



Nous pouvons comprendre les inquiétudes de certains sur la gestion du Québec par des gens dont l'incompétence se cache derrière des murs de propagandes servant à contourner la réalité. «L'économie d'abord» devenant «la faillite ensuite», la «création de richesse», un «appauvrissement de la population», et cela, bien avant la crise de novembre 2008. Imaginons 2010. Monsieur Commandite sera sur la voie de tuer le Québec de la Révolution tranquille et son modèle économique. Pendant ce temps, ce que je vois n'est pas le prix de la séparation, mais celui du fédéralisme canadien qui permet la multiplication des illogismes sans le moindre cri de son aristocratie dont la chair se veut parfumée au George III pour cacher l'odeur de la pourriture et de la corruption. Le projet du Nord, ésotérique à souhait, ne se révèle qu'un projet de lapidation du territoire qui attire Blackstone dans le cirque depuis mars 2010, un groupe d'investissement présenté dans les [Nouvelles de l'Interzone](#) de août 2010.



Soyons fier de [Patapouf](#) 1er. Le Québec se place au premier rang mondial des territoires les plus accueillants pour les minières. C'est assurément la conséquence d'une bonne gestion, disent les membres de la cour du roi. Disons plutôt celle qui repose sur une loi

de 1888 héritée de l'empire colonial de notre chère Angleterre. Ne changeons rien. Empruntons sur les marchés étrangers pour développer des projets. Demain, nous paierons la facture en vendant les bijoux de la Révolution tranquille des maudits séparatistes, dont cette entreprise Hydro-Québec née du courage et de la détermination de René Lévesque, la «merde» qui épice le Lac de ragoût (Lake of Stew).

Si le germe de l'espoir et du changement se développe dans le gerbé de nos dirigeants, devrions-nous avoir une culture bactérienne impressionnante? Je ne sais que répondre. Notre roi profite du vide de l'illogisme pour donner un peu de souffle à un [vieux projet](#) de la CIA.